

Art. 2. In artikel 2 van het decreet van 3 september 2020 tot vaststelling van de modaliteiten van het recht voor de indiener van een verzoekschrift om te worden gehoord voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, worden aan het einde van de zin de woorden "en hun volledige naam, geboortedatum en woonplaats hebben aangegeven" toegevoegd.

Art. 3. Er wordt een artikel 3 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 3. De griffier van het Waals Parlement is de beheerder van de persoonsgegevens die door de bezwaarindieners aan het Parlement worden meegedeeld.

Deze gegevens worden in voorkomend geval toegezonden aan de overheid die met het beheer van het Rijksregister van de natuurlijke personen is belast, zodat kan worden nagegaan of aan de in artikel 2 gestelde voorwaarden is voldaan.

Persoonsgegevens die worden verwerkt om na te gaan of aan de voorwaarden van artikel 2 is voldaan, mogen niet langer dan twee jaar na de verwerking van het verzoekschrift worden bewaard, onverminderd :

- de verplichtingen uit hoofde van de wetgeving tot instelling van een Rijksregister van natuurlijke personen;
- het bijhouden van de persoonlijke rekening van de gebruiker op de website van het Parlement;
- het vermelden van de naam van de hoofddeposant in de officiële documenten die door het Parlement worden opgesteld."

Art. 4. Dit decreet treedt in werking zes maanden na de afkondiging ervan.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 24 juni 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Financiën, Begroting, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Waals Parlement 547 (2020-2021) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire zitting van 23 juni 2021.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21338]

1^{er} JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la mise en place d'un mécanisme de résilience pour les secteurs les plus durablement touchés depuis le début de la crise du coronavirus COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19;

Vu le rapport du 14 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 juin 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juin 2021;

Vu la demande d'avis dans un délai de 5 jours, adressée au Conseil d'Etat le 17 juin 2021, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié pour la dernière fois par l'arrêté ministériel du 4 juin 2021;

Considérant que certains secteurs s'avèrent sévèrement touchés depuis le début de la crise, que ce soit du fait de la durée de fermeture telle qu'imposée par les arrêtés ministériels successifs du pouvoir fédéral ou du fait des interdictions et conditions liées aux voyages non essentiels;

Considérant qu'il apparaît que pour les secteurs d'activités tels que l'HORECA, les activités liées au voyage, à l'événementiel, aux activités culturelles, sportives et récréatives, la perte de chiffre d'affaires depuis le début de la crise liée au COVID-19 est particulièrement élevée;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir de nouvelles mesures d'aides ciblées sous la forme d'aides directes à destination de ces secteurs toujours à l'arrêt et pour les entreprises qui connaissent une reprise particulièrement difficile;

Considérant l'évolution de la situation sanitaire et économique, il apparaît également que certains secteurs les plus durablement touchés nécessitent davantage de soutiens, leurs difficultés économiques s'étant accentuées avec la prolongation de la fermeture ou des restrictions des activités;

Considérant que l'aide prévue par le présent arrêté a comme objectif de renforcer la résilience des entreprises qui sont actives dans les secteurs ciblés;

Considérant que leurs perspectives de reprise, partielle ou totale, sont par ailleurs toujours liées à l'évolution de la pandémie et aux décisions prises par le Comité de concertation;

Considérant qu'il y a urgence d'adopter le présent projet vu la situation de crise exceptionnelle qui subsiste à savoir, les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 pour ces entreprises qui subissent toujours de graves dommages économiques;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'amoinrir les difficultés rencontrées et de tenter d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'intervenir et qu'il est fondamental de soutenir financièrement ces secteurs dans les meilleurs délais;

Considérant la communication de la Commission du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, le point 22;

Considérant que le présent arrêté ne sera applicable qu'après l'approbation par la Commission Européenne conformément à la communication de la Commission du 19 mars 2020 précitée;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

2° le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions;

3° l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret ainsi que la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, paie des cotisations sociales;

4° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006;

5° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;

6° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemniteCOVID.wallonie.be>;

7° l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019;

8° l'encadrement temporaire : la communication de la Commission du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, modifiée en dernier lieu le 28 janvier 2021.

Art. 2. La crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 est reconnue par le Gouvernement comme un événement extraordinaire au sens de l'article 10 du décret.

Art. 3. L'intervention du présent arrêté est octroyée aux conditions visées au point 22 de l'encadrement temporaire.

Art. 4. Selon les modalités déterminées par le Ministre, une intervention est octroyée à l'entreprise :

1° qui possédait une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16°, du Livre Ier, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 1^{er} janvier 2021;

2° qui démontre, via tout document probant, une perte globale de chiffre d'affaires de minimum 60% sur la période s'étalant du deuxième trimestre 2020 au 1^{er} trimestre 2021 inclus par rapport à la période s'étalant du deuxième trimestre 2019 au premier trimestre 2020 inclus;

3° dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux divisions et sous-classes suivants :

a.1) 47.810 du Code NACE-BEL;

a.2) 47.820 du Code NACE-BEL;

a.3) 47.890 du Code NACE-BEL;

a.4) 47.990 du Code NACE-BEL;

b) 49.390 du Code NACE-BEL;

- c.1) 55.100 du Code NACE-BEL;
- c.2) 55.201 du Code NACE-BEL;
- c.3) 55.202 du Code NACE-BEL;
- c.4) 55.203 du Code NACE-BEL;
- c.5) 55.204 du Code NACE-BEL;
- c.6) 55.209 du Code NACE-BEL;
- c.7) 55.300 du Code NACE-BEL;
- c.8) 55.900 du Code NACE-BEL;
- d.1) 56.101 du Code NACE-BEL;
- d.2) 56.102 du Code NACE-BEL;
- d.3) 56.210 du Code NACE-BEL;
- d.4) 56.301 du Code NACE-BEL;
- d.5) 56.302 du Code NACE-BEL;
- d.6) 56.309 du Code NACE-BEL;
- e) 59.140 du Code NACE-BEL;
- f.1) 79.110 du Code NACE-BEL;
- f.2) 79.120 du Code NACE-BEL;
- f.3) 79.901 du Code NACE-BEL;
- f.4) 79.909 du Code NACE-BEL;
- g) 82.300 du Code NACE-BEL;
- h.1) 85.510 du Code NACE-BEL;
- h.2) 85.520 du Code NACE-BEL;
- i.1) 90.021 du Code NACE-BEL;
- i.2) 90.041 du Code NACE-BEL;
- i.3) 90.042 du Code NACE-BEL;
- j.1) 91.030 du Code NACE-BEL;
- j.2) 91.041 du Code NACE-BEL;
- k) 92.000 du Code NACE-BEL;
- l.1) 93.110 du Code NACE-BEL;
- l.2) 93.121 du Code NACE-BEL;
- l.3) 93.122 du Code NACE-BEL;
- l.4) 93.123 du Code NACE-BEL;
- l.5) 93.124 du Code NACE-BEL;
- l.6) 93.125 du Code NACE-BEL;
- l.7) 93.126 du Code NACE-BEL;
- l.8) 93.127 du Code NACE-BEL;
- l.9) 93.128 du Code NACE-BEL;
- l.10) 93.129 du Code NACE-BEL;
- l.11) 93.130 du Code NACE-BEL;
- l.12) 93.199 du Code NACE-BEL;
- l.13) 93.211 du Code NACE-BEL;
- l.14) 93.212 du Code NACE-BEL;
- l.16) 93.292 du Code NACE-BEL;
- l.17) 93.299 du Code NACE-BEL;
- m.1) 96.021 du Code NACE-BEL;
- m.2) 96.022 du Code NACE-BEL;
- m.3) 96.040 du Code NACE-BEL;
- m.4) 96.091 du Code NACE-BEL;
- m.5) 96.092 du Code NACE-BEL;
- m.6) 96.095 du Code NACE-BEL;
- m.7) 96.099 du Code NACE-BEL;

4° qui n'a pas reçu, en ce compris l'intervention visée par le présent arrêté, plus de 1.800.000 euros d'aide dans le cadre du point 22 de l'encadrement temporaire;

5° qui n'était pas en difficulté au 31 décembre 2019, au sens de l'article 2, point 18, du règlement (UE) 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, ci-après dénommé règlement (UE) 651/2014.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, l'entreprise créée entre le 1^{er} janvier 2019 et le 31 décembre 2020 doit démontrer, via le plan financier ou tout document probant, une perte globale de chiffre d'affaires de minimum 60% sur la période s'étalant du deuxième trimestre 2020 au 1^{er} trimestre 2021 inclus.

Le Ministre peut déterminer les documents probants à fournir par l'entreprise pour déterminer la perte de chiffre d'affaires visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o et à l'alinéa 2.

L'intervention visée à l'alinéa 1^{er} est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1er, du Code de droit économique.

Le Ministre peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1er, 3^o, pour autant que ceux-ci soient durablement impactés depuis le début de la crise liée au COVID-19 que ce soit du fait de la durée de fermeture telle qu'imposée par les arrêtés ministériels successifs du pouvoir fédéral ou du fait des interdictions et conditions liées aux voyages non essentiels.

Art. 5. Le montant de l'intervention, selon les modalités déterminées par le Ministre, correspond à 15 % du chiffre d'affaires réalisé globalement par l'entreprise pendant la période s'étalant du premier trimestre 2019 au quatrième trimestre 2019 et est plafonné comme suit :

1^o si la perte de chiffre d'affaires, visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, est inférieure ou égale à 75% :

- a) 30.000 euros si l'effectif d'emploi est de 0;
- b) 60.000 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 10;
- c) 120.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10 et inférieur à 50;
- d) 240.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50.

2^o si la perte de chiffre d'affaires, visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, est supérieure à 75% :

- a) 37.500 euros si l'effectif d'emploi est de 0;
- b) 75.000 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 10;
- c) 150.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10 et inférieur à 50;
- d) 300.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50.

Pour l'entreprise visée à l'article 4, alinéa 2, le montant de l'intervention correspond à 15 % du chiffre d'affaires estimé globalement par l'entreprise via le plan financier ou tout document probant, pendant la période s'étalant du deuxième trimestre 2020 au premier trimestre 2021 et par dérogation à l'article 1^{er}, 7^o, est plafonné en tenant compte de la moyenne du nombre de travailleurs en 2020.

Sont soustraites du montant de l'intervention calculée aux alinéas 1^{er} et 2, les aides octroyées à l'entreprise conformément aux arrêtés du Gouvernement wallon suivants :

1^o arrêté du Gouvernement wallon du 20 mars 2020 relatif à l'octroi d'indemnités compensatoires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19;

2^o arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n^o 26 du 28 avril 2020 relatif à une aide complémentaire au droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants de manière temporaire dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19 et modifiant diverses législations et réglementations;

3^o arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2020 relatif à l'octroi d'indemnités complémentaires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19;

4^o arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2020 relatif à l'octroi d'une intervention financière dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19;

5^o arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2020 relatif à l'octroi d'une intervention spécifique en faveur des établissements fermés par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19;

6^o arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 2020 relatif à l'octroi d'une intervention en faveur des établissements fermés depuis le 2 novembre 2020 par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19 et modifiant diverses réglementations;

7^o arrêté du Gouvernement wallon du 19 février 2021 relatif à l'octroi d'une intervention complémentaire en faveur des établissements fermés par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19;

8^o arrêté du Gouvernement wallon du 11 mars 2021 relatif à l'octroi d'une intervention spécifique en faveur des hôtels et hébergements similaires dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19;

9^o arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2021 relatif à l'octroi d'une indemnité spécifique en faveur des indépendants et entreprises actifs en BtoB et touchés indirectement par les décisions de fermeture;

10^o arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2021 relatif à l'octroi d'une indemnité spécifique en faveur de certains secteurs touchés indirectement par des décisions de fermeture dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19;

11^o arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2021 relatif à l'octroi d'une intervention complémentaire en faveur des établissements du secteur de l'HORECA fermés par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19;

12^o arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2021 relatif à l'octroi d'une indemnité spécifique à destination du secteur des transports de voyageurs;

13^o arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2021 relatif à l'octroi d'une intervention complémentaire en faveur des établissements impactés par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19.

Si le montant de l'intervention, diminué le cas échéant des aides visées à l'alinéa 3, est négatif, l'entreprise ne rembourse pas la différence.

Art. 6. Selon les modalités déterminées par le Ministre, l'entreprise introduit auprès de l'Administration sa demande d'intervention via un formulaire sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit fournir au moins les informations suivantes :

- 1^o son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises;
- 2^o le code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'entreprise sollicite l'intervention financière;
- 3^o une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web;
- 4^o le numéro de compte de l'entreprise.

L'entreprise déclare au moins, via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 3°, ne pas dépasser les plafonds tels que prévus par l'encadrement temporaire et visés à l'article 4, alinéa 1°, 4°, et relever d'une activité reprise dans un des codes NACE-BEL visés à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3°.

Le montant de l'intervention est calculé par l'Administration, conformément à l'article 5, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques ou par l'entreprise.

L'Administration peut également recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

Art. 7. La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement de l'intervention relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général de l'Administration.

Art. 8. Lorsque la demande d'intervention n'est pas recevable, l'agent de niveau A visé à l'article 7 suspend la demande et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété dans un délai d'un mois à dater de la date de notification de la suspension ou que la demande d'intervention est à nouveau déclarée irrecevable, celle-ci est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'intervention est accordée.

Art. 9. Conformément à l'article 9 du règlement (UE) n° 651/2014, l'Administration publie les informations pertinentes énumérées dans son annexe III, sur chaque intervention supérieure à 100.000 euros octroyée en vertu du présent arrêté via l'outil IT de la Commission européenne, et ce, dans les douze mois suivant la date de l'octroi.

L'Administration conserve toutes les informations indispensables pour établir que les conditions nécessaires ont été respectées, pendant une période de dix ans à compter de l'octroi de l'intervention. L'Administration transmet ces informations à la Commission européenne si elle en fait la demande.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} juillet 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/21338]

1. JULI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung eines Resilienzmechanismus für die seit Beginn der Krise des Coronavirus COVID-19 am dauerhaftesten betroffenen Sektoren

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des Berichts vom 14. Juni 2021, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 16. Juni 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. Juni 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 17. Juni 2021 beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 5 Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist keine Mitteilung des Gutachtens erfolgt ist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, zuletzt abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 4. Juni 2021;

In der Erwägung, dass verschiedene Sektoren seit Beginn der Krise stark betroffen sind, entweder aufgrund der Dauer der Schließung, die durch aufeinanderfolgende Ministerielle Erlasse der föderalen Behörden verhängt wurde, oder aufgrund der Verbote und Bedingungen in Verbindung mit nicht unbedingt notwendigen Reisen;

In der Erwägung, dass für Wirtschaftszweige wie den HORECA-Sektor, die Reisebranche, die Veranstaltungsbranche, die Kultur-, Sport- und Freizeitbranche die Umsatzverluste seit Beginn der Krise im Zusammenhang mit COVID-19 besonders hoch sind;

In Erwägung der Notwendigkeit, neue gezielte Beihilfemaßnahmen in Form von Direktbeihilfen für die Sektoren vorzusehen, die sich nach wie vor im wirtschaftlichen Stillstand befinden, und für Unternehmen, die eine besonders schwierige Konjunkturerholung erleben;

In der Erwägung der Entwicklung der gesundheitlichen und wirtschaftlichen Situation und der Tatsache, dass sich auch zeigt, dass einige der am nachhaltigsten betroffenen Sektoren eine weitreichendere Unterstützung benötigen, da sich ihre wirtschaftlichen Schwierigkeiten durch die Verlängerung der Schließung oder Einschränkung der Tätigkeiten noch verschärft haben;

In der Erwägung, dass die in dem vorliegenden Erlass vorgesehene Beihilfe die Resilienz der in den anvisierten Sektoren tätigen Unternehmen stärken soll;

In der Erwägung, dass ihre Aussichten auf eine teilweise oder vollständige Wiederaufnahme der Tätigkeiten immer noch von der Entwicklung der Pandemie und den vom Konzertierungsausschuss getroffenen Entscheidungen abhängen;

In der Erwägung, dass die Verabschiedung des vorliegenden Entwurfs angesichts der nach wie vor bestehenden außergewöhnlichen Krisensituation, d. h. der Folgen der COVID-19-Gesundheitskrise für diese Unternehmen, die nach wie vor schwere wirtschaftliche Schäden erleiden, dringend erforderlich ist;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, die aufgetretenen Schwierigkeiten zu mildern und zu versuchen, eine Konkurswelle bei den Unternehmen zu vermeiden, die infolge der Krise mit akuten Liquiditätsproblemen konfrontiert sind;

In der Erwägung, dass es daher notwendig ist, einzugreifen, und dass es unerlässlich ist, diese Sektoren so schnell wie möglich finanziell zu unterstützen;

Aufgrund der Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 über den befristeten Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19, Punkt 22;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass erst nach Genehmigung durch die Europäische Kommission gemäß der oben genannten Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 anwendbar sein wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Unternehmen: das Kleinst-, Klein-, oder Mittelunternehmen im Sinne von Artikel 3 §§ 3 und 5 des Dekrets sowie die natürliche Person, die hauptberuflich eine berufliche Aktivität ausübt und die aufgrund ihres Berufseinkommens Sozialbeiträge zahlt;

2° NACE-BEL-Code: das vom Landesamt für Statistiken in einem harmonisierten Europäischen Rahmen erarbeitete Verzeichnis der Wirtschaftszweige (NACE-BEL 2008), so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 der Kommission vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt wird;

5° Verwaltung; der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

6° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemniteCOVID.wallonie.be> zugänglich ist;

7° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebssitzen des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019;

8° befristeter Rahmen: die Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 über den befristeten Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19, zuletzt abgeändert am 28. Januar 2021.

Art. 2 - Die Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem Coronavirus COVID-19 wird von der Regierung als ein außerordentliches Ereignis im Sinne von Artikel 10 des Dekrets anerkannt.

Art. 3 - Die durch den vorliegenden Erlass vorgesehene Beihilfe wird unter Einhaltung der Bedingungen nach Punkt 22 des befristeten Rahmens gewährt.

Art. 4 - Eine Beihilfe wird nach vom Minister bestimmten Modalitäten dem Unternehmen gewährt,

1° das vor dem 1. Januar 2021 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. 2. Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaß;

2° das anhand von beweiskräftigen Unterlagen einen Gesamtumsatzverlust von mindestens 60 % im Zeitraum vom zweiten Quartal 2020 bis einschließlich dem ersten Quartal 2021 im Vergleich zum Zeitraum vom zweiten Quartal 2019 bis einschließlich dem ersten Quartal 2020 nachweisen kann;

3° dessen Aktivität unter eine der NACE-BEL-Codenummern fällt, die in einem der Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Klassen und Unterklassen gehören:

a.1) 47.810 des NACE-BEL-Codes;

a.2) 47.820 des NACE-BEL-Codes;

a.3) 47.890 des NACE-BEL-Codes;

a.4) 47.990 des NACE-BEL-Codes;

b) 49.390 des NACE-BEL-Codes;

c.1) 55.100 des NACE-BEL-Codes;

c.2) 55.201 des NACE-BEL-Codes;

c.3) 55.202 des NACE-BEL-Codes;

c.4) 55.203 des NACE-BEL-Codes;

c.5) 55.204 des NACE-BEL-Codes;

c.6) 55.209 des NACE-BEL-Codes;

- c.7) 55.300 des NACE-BEL-Codes;
- c.8) 55.900 des NACE-BEL-Codes;
- d.1) 56.101 des NACE-BEL-Codes;
- d.2) 56.102 des NACE-BEL-Codes;
- d.3) 56.210 des NACE-BEL-Codes;
- d.4) 56.301 des NACE-BEL-Codes;
- d.5) 56.302 des NACE-BEL-Codes;
- d.6) 56.309 des NACE-BEL-Codes;
- e) 59.140 des NACE-BEL-Codes;
- f.1) 79.110 des NACE-BEL-Codes;
- f.2) 79.120 des NACE-BEL-Codes;
- f.3) 79.901 des NACE-BEL-Codes;
- f.4) 79.909 des NACE-BEL-Codes;
- g) 82.300 des NACE-BEL-Codes;
- h.1) 85.510 des NACE-BEL-Codes;
- h.2) 85.520 des NACE-BEL-Codes;
- i.1) 90.021 des NACE-BEL-Codes;
- i.2) 90.041 des NACE-BEL-Codes;
- i.3) 90.042 des NACE-BEL-Codes;
- j.1) 91.030 des NACE-BEL-Codes;
- j.2) 91.041 des NACE-BEL-Codes;
- k) 92.000 des NACE-BEL-Codes;
- l.1) 93.110 des NACE-BEL-Codes;
- l.2) 93.121 des NACE-BEL-Codes;
- l.3) 93.122 des NACE-BEL-Codes;
- l.4) 93.123 des NACE-BEL-Codes;
- l.5) 93.124 des NACE-BEL-Codes;
- l.6) 93.125 des NACE-BEL-Codes;
- l.7) 93.126 des NACE-BEL-Codes;
- l.8) 93.127 des NACE-BEL-Codes;
- l.9) 93.128 des NACE-BEL-Codes;
- l.10) 93.129 des NACE-BEL-Codes;
- l.11) 93.130 des NACE-BEL-Codes;
- l.12) 93.199 des NACE-BEL-Codes;
- l.13) 93.211 des NACE-BEL-Codes;
- l.14) 93.212 des NACE-BEL-Codes;
- l.16) 93.292 des NACE-BEL-Codes;
- l.17) 93.299 des NACE-BEL-Codes;
- m.1) 96.021 des NACE-BEL-Codes;
- m.2) 96.022 des NACE-BEL-Codes;
- m.3) 96.040 des NACE-BEL-Codes;
- m.4) 96.091 des NACE-BEL-Codes;
- m.5) 96.092 des NACE-BEL-Codes;
- m.6) 96.095 des NACE-BEL-Codes;
- m.7) 96.099 des NACE-BEL-Codes;

4° das im Rahmen des Punktes 22 des befristeten Rahmens nicht mehr als 1.800.000 Euro Beihilfegelder erhalten hat, einschließlich der Beihilfe nach dem vorliegenden Erlass;

5° das am 31. Dezember 2019 kein Unternehmen in Schwierigkeiten ist im Sinne von Artikel 2 Ziffer 18 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, nachstehend "Verordnung (EU) 651/2014" genannt;

Abweichend von Absatz 1 Ziffer 2 muss das Unternehmen, das zwischen dem 1. Januar 2019 und dem 31. Dezember 2020 gegründet wurde, anhand des Finanzplans oder eines anderen Belegs einen Gesamtumsatzverlust von mindestens 60 % für den Zeitraum vom zweiten Quartal 2020 bis zum ersten Quartal 2021 einschließlich nachweisen.

Der Minister kann bestimmen, welche beweiskräftigen Unterlagen das Unternehmen vorlegen muss, um den in Absatz 1 Ziffer 2 und Absatz 2 genannten Umsatzverlust nachzuweisen.

Die Beihilfe nach Absatz 1 wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Der Minister kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 Ziffer 3 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass sie seit Beginn der Krise im Zusammenhang mit COVID-19 dauerhaft betroffen sind, entweder aufgrund der Dauer der Schließung, die durch aufeinanderfolgende Ministerielle Erlasse der föderalen Behörden verhängt wurde, oder aufgrund der Verbote und Bedingungen in Verbindung mit nicht unbedingt notwendigen Reisen.

Art. 5 - Der Betrag der Beihilfe entspricht nach den vom Minister festgelegten Modalitäten 15 % des Gesamtumsatzes, den das Unternehmen im Zeitraum vom ersten Quartal 2019 bis zum vierten Quartal 2019 erzielt hat, und ist wie folgt begrenzt:

1° wenn der in Artikel 4 Absatz 1 genannte Umsatzverlust weniger als oder höchstens 75 % beträgt:

- a) 30.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;
- b) 60.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;
- c) 120.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 50 ist;
- d) 240.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 50 ist.

2° wenn der in Artikel 4 Absatz 1 genannte Umsatzverlust mehr als 75 % beträgt:

- a) 37.500 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;
- b) 75.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;
- c) 150.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 50 ist;
- d) 300.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 50 ist.

Für das in Artikel 4 Absatz 2 genannte Unternehmen entspricht der Beihilfebetrags 15 % des im Rahmen des Finanzplans oder anderer beweiskräftiger Unterlagen geschätzten Gesamtumsatzes für den Zeitraum vom zweiten Quartal 2020 bis zum ersten Quartal 2021 und wird abweichend von Artikel 1 Ziffer 7 unter Berücksichtigung der durchschnittlichen Zahl der Arbeitnehmer im Jahr 2020 begrenzt.

Die dem Unternehmen gemäß den folgenden Erlassen der Wallonischen Regierung gewährten Beihilfen werden von dem in den Absätzen 1 und 2 berechneten Betrag der Beihilfe abgezogen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. März 2020 über die Gewährung von Ausgleichsentschädigungen im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19;

2° Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 26 über eine zeitweilig eingeführte ergänzende Beihilfe für den Anspruch auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbstständige im Zusammenhang mit der Coronavirus-COVID-19-Krise und zur Änderung verschiedener Rechts- und Verordnungsvorschriften;

3° Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 2020 über die Gewährung von ergänzenden Entschädigungen im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19;

4° Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. November 2020 über die Gewährung einer finanziellen Beihilfe im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise;

5° Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. November 2020 über die Gewährung einer spezifischen Beihilfe zugunsten von Betrieben, die durch einen Beschluss im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise geschlossen wurden;

6° Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Dezember 2020 über die Gewährung einer Beihilfe zugunsten von Betrieben, die infolge eines Beschlusses im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise seit dem 2. November 2020 geschlossen sind, und zur Abänderung verschiedener Vorschriften;

7° Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Februar 2021 über die Gewährung einer ergänzenden Beihilfe zugunsten von Betrieben, die durch einen Beschluss im Rahmen der Coronavirus-COVID-19-Krise geschlossen wurden;

8° Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. März 2021 über die Gewährung einer spezifischen Beihilfe zugunsten von Hotels und ähnlichen Beherbergungsbetrieben im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise;

9° Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2021 über die Gewährung einer spezifischen Entschädigung für Selbstständige und Unternehmen, die im BtoB-Bereich tätig und indirekt von den Schließungsbeschlüssen betroffen sind;

10° Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2021 über die Gewährung einer spezifischen Entschädigung zugunsten von bestimmten Sektoren, die von Schließungsbeschlüssen im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise indirekt betroffen sind;

11° Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2021 über die Gewährung einer ergänzenden Beihilfe zugunsten der Betriebe des HORECA-Sektors, die durch einen Beschluss im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise geschlossen wurden;

12° Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2021 über die Gewährung einer spezifischen Beihilfe zugunsten des Personentransportsektors;

13° Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Februar 2021 über die Gewährung einer ergänzenden Beihilfe zugunsten von Betrieben, die durch einen Beschluss im Rahmen der Coronavirus-COVID-19-Krise beeinträchtigt wurden;

Ist der Betrag der Beihilfe abzüglich der in Absatz 3 genannten Beihilfen negativ, so zahlt das Unternehmen die Differenz nicht zurück.

Art. 6 - Nach den vom Minister festgelegten Modalitäten reicht das Unternehmen seinen Antrag auf die Beihilfe mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Verwaltung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss das Unternehmen mindestens folgende Angaben machen:

- 1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° die NACE-BEL-Codenummer der Tätigkeit, für welche das Unternehmen die finanzielle Beihilfe beantragt;
- 3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;
- 4° die Kontonummer des Unternehmens.

In der in Absatz 2 Ziffer 3 genannten ehrenwörtlichen Erklärung erklärt das Unternehmen wenigstens, dass es die im befristeten Rahmen vorgesehenen und in Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 4 genannten Höchstbeträge nicht überschreitet und dass es einem Tätigkeitsbereich angehört, der in einem der in Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 3 genannten NACE-BEL-Codes aufgenommen ist.

Die Höhe der Beihilfe wird gemäß Artikel 5 von der Verwaltung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen und oder durch das Unternehmen mitgeteilt werden.

Die Verwaltung kann ebenfalls auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

Art. 7 - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung der Beihilfe unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von dem Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

Art. 8 - Wenn der Beihilfeantrag nicht zulässig ist, setzt der in Artikel 7 genannte Bedienstete der Stufe A den Antrag aus und meldet dies dem Unternehmen, das seinen Antrag ergänzen und ihn zu einer erneuten Prüfung der Zulässigkeit vorlegen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Notifizierung der Aussetzung nicht ergänzt wird oder wenn der Beihilfeantrag erneut als nicht zulässig erklärt wird, wird er endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird das Unternehmen elektronisch darüber informiert, dass die Beihilfe gewährt wird.

Art. 9 - Gemäß Artikel 9 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 veröffentlicht die Verwaltung die relevanten, in Anhang III aufgelisteten Informationen in Bezug auf jede spezifische Beihilfe über 100.000 Euro, die kraft des vorliegenden Erlasses gewährt wurde; dies erfolgt binnen zwölf Monaten nach dem Datum der Gewährung anhand des betreffenden IT-Werkzeugs der Europäischen Kommission.

Die Verwaltung bewahrt alle Informationen, die erforderlich sind, um festzustellen, dass die erforderlichen Voraussetzungen erfüllt worden sind, während eines Zeitraums von zehn Jahren ab der Gewährung der Beihilfe auf. Die Verwaltung übermittelt diese Informationen der Europäischen Kommission, wenn Letztere sie verlangt.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 11 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1 Juli 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/21338]

1 JULI 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de invoering van een weerbaarheidsmechanisme voor de sectoren die het zwaarst getroffen zijn sinds het begin van de COVID-19-crisis

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 10 en 19;

Gelet op het verslag van 14 juni 2021 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 juni 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juni 2021;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 5 dagen, gericht aan de Raad van State op 17 juni 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, laatstelijk gewijzigd bij het ministerieel besluit van 4 juni 2021;

Overwegende dat sommige sectoren sinds het begin van de crisis zwaar getroffen zijn, hetzij door de duur van de sluiting die bij opeenvolgende ministeriële besluiten van de federale Regering is opgelegd, hetzij door de verboden en voorwaarden in verband met niet-essentiële reizen;

Overwegende dat blijkt dat het omzetverlies sinds het begin van de COVID-19-crisis voor activiteitensectoren zoals HORECA, reizen, evenementen, culturele, sportieve en recreatieve activiteiten bijzonder groot is;

Overwegende dat moet worden voorzien in nieuwe gerichte steunmaatregelen in de vorm van rechtstreekse steun voor deze sectoren die nog stilliggen, en voor ondernemingen die een bijzonder moeilijk herstel doormaken;

Gelet op de ontwikkeling van de gezondheids- en economische situatie blijkt ook dat sommige van de zwaarst getroffen sectoren meer steun nodig hebben, aangezien hun economische moeilijkheden zijn toegenomen door de langdurige sluiting of beperking van activiteiten;

Overwegende dat de steun waarin dit besluit voorziet, bedoeld is om de weerbaarheid van bedrijven die in de betrokken sectoren actief zijn, te versterken;

Overwegende dat de vooruitzichten op een gedeeltelijke of volledige hervatting overigens nog steeds afhangen van de ontwikkeling van de pandemie en de door het Overlegcomité genomen beslissingen;

Overwegende dat dit ontwerp dringend aangenomen moet worden, gelet op de uitzonderlijke crisissituatie die blijft bestaan, namelijk de gevolgen van de gezondheids crisis COVID-19 voor die ondernemingen die nog steeds ernstige economische schade lijden;

Overwegende dat deze steun met name tot doel heeft de ondervonden moeilijkheden te verminderen en een golf van faillissementen proberen te voorkomen onder de ondernemingen die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat er dus moet worden ingegrepen en dat het van essentieel belang is zo spoedig mogelijk financiële steun aan deze sectoren te verlenen;

Gelet op de mededeling van de Commissie van 19 maart 2020 in verband met de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wijdverspreide COVID-19-epidemie, punt 22;

Overwegende dat dit besluit pas van toepassing zal zijn na goedkeuring door de Europese Commissie overeenkomstig de bovengenoemde mededeling van de Commissie op 19 maart 2020;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

3° onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 5, van het decreet, evenals de natuurlijke persoon die een activiteit in hoofd- of bijberoep uitoefent en die, rekening houdend met zijn beroepsinkomsten, sociale bijdragen betaalt;

4° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

5° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

6° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemniteCOVID.wallonie.be>;

7° personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetels van de onderneming die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019;

8° tijdelijke kaderregeling: de mededeling van de Commissie van 19 maart 2020 in verband met de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de wijdverspreide COVID-19-epidemie, laatst gewijzigd op 28 januari 2021.

Art. 2. De gezondheids crisis gebonden aan het coronavirus COVID-19 wordt door de Regering erkend als een buitengewone gebeurtenis in de zin van artikel 10 van het decreet.

Art. 3. De in dit besluit bedoelde tegemoetkoming wordt toegestaan onder de voorwaarden van punt 22 van de tijdelijke kaderregeling.

Art. 4. Volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten wordt een tegemoetkoming toegekend aan de onderneming:

1° die vóór 1 januari 2021 in het Waalse Gewest eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht;

2° die via enig bewijsstuk aantoont dat het totale omzetverlies over de periode van het tweede kwartaal van 2020 tot en met het eerste kwartaal van 2021 ten minste 60% bedraagt ten opzichte van de periode van het tweede kwartaal van 2019 tot en met het eerste kwartaal van 2020;

3° waarvan de activiteit ressorteert onder de NACE-BEL-codes vermeld onder één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in hiernavolgende afdelingen en subklassen:

a.1) 47.810 van de NACE-BEL-code;

a.2) 47.820 van de NACE-BEL-code;

a.3) 47.890 van de NACE-BEL-code;

a.4) 47.990 van de NACE-BEL-code;

b) 49.390 van de NACE-BEL-code;

c.1) 55.100 van de NACE-BEL-code;

c.2) 55.201 van de NACE-BEL-code;

c.3) 55.202 van de NACE-BEL-code;

c.4) 55.203 van de NACE-BEL-code;

- c.5) 55.204 van de NACE-BEL-code;
- c.6) 55.209 van de NACE-BEL-code;
- c.7) 55.300 van de NACE-BEL-code;
- c.8) 55.900 van de NACE-BEL-code;
- d.1) 56.101 van de NACE-BEL-code;
- d.2) 56.102 van de NACE-BEL-code;
- d.3) 56.210 van de NACE-BEL-code;
- d.4) 56.301 van de NACE-BEL-code;
- d.5) 56.302 van de NACE-BEL-code;
- d.6) 56.309 van de NACE-BEL-code;
- e) 59.140 van de NACE-BEL-code;
- f.1) 79.110 van de NACE-BEL-code;
- f.2) 79.120 van de NACE-BEL-code;
- f.3) 79.901 van de NACE-BEL-code;
- f.4) 79.909 van de NACE-BEL-code;
- g) 82.300 van de NACE-BEL-code;
- h.1) 85.510 van de NACE-BEL-code;
- h.2) 85.520 van de NACE-BEL-code;
- i.1) 90.021 van de NACE-BEL-code;
- i.2) 90.041 van de NACE-BEL-code;
- i.3) 90.042 van de NACE-BEL-code;
- j.1) 91.030 van de NACE-BEL-code;
- j.2) 91.041 van de NACE-BEL-code;
- k) 92.000 van de NACE-BEL-code.
- l.1) 93.110 van de NACE-BEL-code;
- l.2) 93.121 van de NACE-BEL-code;
- l.3) 93.122 van de NACE-BEL-code;
- l.4) 93.123 van de NACE-BEL-code;
- l.5) 93.124 van de NACE-BEL-code;
- l.6) 93.125 van de NACE-BEL-code;
- l.7) 93.126 van de NACE-BEL-code;
- l.8) 93.127 van de NACE-BEL-code;
- l.9) 93.128 van de NACE-BEL-code;
- l.10) 93.129 van de NACE-BEL-code;
- l.11) 93.130 van de NACE-BEL-code;
- l.12) 93.199 van de NACE-BEL-code;
- l.13) 93.211 van de NACE-BEL-code;
- l.14) 93.212 van de NACE-BEL-code;
- l.16) 93.292 van de NACE-BEL-code;
- l.17) 93.299 van de NACE-BEL-code;
- m.1) 96.021 van de NACE-BEL-code;
- m.2) 96.022 van de NACE-BEL-code;
- m.3) 96.040 van de NACE-BEL-code;
- m.4) 96.091 van de NACE-BEL-code;
- m.5) 96.092 van de NACE-BEL-code;
- m.6) 96.095 van de NACE-BEL-code;
- m.7) 96.099 van de NACE-BEL-code;

4° die, met inbegrip van de in dit besluit bedoelde tegemoetkoming, niet meer dan 1 800 000 EUR aan steun uit hoofde van punt 22 van de tijdelijke kaderregeling heeft ontvangen;

4° die geen onderneming in moeilijkheden was op 31 december 2019 in de zin van artikel 2, punt 18, van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, hierna "Verordening (EU) 651/2014" genoemd.

In afwijking van lid 1, 2°, moet de tussen 1 januari 2019 en 31 december 2020 opgerichte onderneming, via het financieel plan of enig ander bewijsstuk, aantonen dat het totale omzetverlies over de periode van het tweede kwartaal van 2020 tot en met het eerste kwartaal van 2021 ten minste 60% bedraagt.

De Minister kan bepalen welke bewijsstukken de onderneming moet overleggen om het in het eerste, tweede en derde lid bedoelde omzetverlies aan te tonen.

De in het eerste lid bedoelde tegemoetkoming kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

De Minister kan sectoren of delen van sectoren, bedoeld in het eerste lid, 3°, toevoegen voor zover zij sinds het begin van de COVID-19-crisis blijvend getroffen zijn, hetzij door de duur van de sluiting zoals opgelegd bij de opeenvolgende ministeriële besluiten van de federale Regering, hetzij door de verbodsbepalingen en voorwaarden in verband met niet-essentiële reizen.

Art. 5. Het bedrag van de tegemoetkoming komt, overeenkomstig de door de Minister vastgestelde modaliteiten, overeen met 15% van de totale omzet die de onderneming in de periode van het eerste kwartaal van 2019 tot en met het vierde kwartaal van 2019 heeft behaald, en wordt als volgt beperkt:

1° indien het omzetverlies, als bedoeld in artikel 4, eerste lid, lager dan of gelijk is aan 75% is:

- a) 30.000 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;
- b) 60.000 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 10;
- c) 120.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10 en lager dan 50;
- d) 240.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 50.

2° indien het omzetverlies, als bedoeld in artikel 4, eerste lid, hoger dan 75% is:

- a) 37.500 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;
- b) 75.000 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 10;
- c) 150.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10 en lager dan 50;
- d) 300.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 50.

Voor de onderneming bedoeld in artikel 4, tweede lid, stemt het bedrag van de tegemoetkoming overeen met 15% van de omzet die door de onderneming globaal wordt geraamd via het financieel plan of enig ander bewijsstuk, voor de periode van het tweede kwartaal van 2020 tot het eerste kwartaal van 2021 en wordt het, in afwijking van artikel 1, 7°, beperkt waarbij met het gemiddeld aantal werknemers in 2020 rekening wordt gehouden.

De steun die aan de onderneming is toegekend overeenkomstig de volgende besluiten van de Waalse Regering wordt afgetrokken van het bedrag van de in de leden 1 en 2 berekende tegemoetkoming:

1° besluit van de Waalse Regering van 20 maart 2020 betreffende de toekenning van compensatievergoedingen in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19.

2° besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 26 van 28 april 2020 tot toekenning, op tijdelijke basis, van een aanvullende steun op het overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen in het kader van de crisis van het coronavirus COVID-19 en tot wijziging van verschillende wetgevingen en reglementeringen;

3° besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2020 betreffende de toekenning van aanvullende vergoedingen in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19;

4° besluit van de Waalse Regering van 12 november 2020 betreffende de toekenning van een financiële tegemoetkoming in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19;

5° besluit van de Waalse Regering van 12 november 2020 betreffende de toekenning van een specifieke toekenning ten gunste van de inrichtingen die per beslissing zijn gesloten in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19;

6° besluit van de Waalse Regering van 11 december 2020 betreffende de toekenning van een tegemoetkoming ten gunste van de inrichtingen die sinds 2 november 2020 per beslissing zijn gesloten in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19 et tot wijziging van diverse regelgevingen;

7° besluit van de Waalse Regering van 19 februari 2021 betreffende de toekenning van een bijkomende tegemoetkoming ten gunste van de inrichtingen die per beslissing zijn gesloten in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19;

8° besluit van de Waalse Regering van 11 maart 2021 betreffende de toekenning van een specifieke tegemoetkoming ten gunste van hotels en gelijkaardige logies in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19;

9° besluit van de Waalse Regering van 22 april 2021 betreffende de toekenning van een specifieke vergoeding aan zelfstandigen en ondernemingen die actief zijn in de BtoB-sector en onrechtstreeks getroffen worden door beslissingen tot sluiting;

10° besluit van de Waalse Regering van 22 april 2021 betreffende de toekenning van een specifieke vergoeding ten gunste van bepaalde sectoren die onrechtstreeks worden getroffen door sluitingsbeslissingen in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19;

11° besluit van de Waalse Regering van 22 april 2021 betreffende de toekenning van een aanvullende tegemoetkoming ten gunste van de inrichtingen in de horecasector die bij beslissing gesloten worden in het kader van crisis van het coronavirus COVID-19;

12° besluit van de Waalse Regering van 22 april 2021 betreffende de toekenning van een specifieke toelage voor de sector personenvervoer;

13° besluit van de Waalse Regering van 22 april 2021 betreffende de toekenning van een specifieke vergoeding ten gunste van bepaalde sectoren die onrechtstreeks worden getroffen door sluitingsbeslissingen in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19.

Indien het bedrag van de tegemoetkoming, verminderd met de in lid 3 bedoelde steun, negatief is, betaalt de onderneming het verschil niet terug.

Art. 6. Volgens de door de Minister vastgestelde modaliteiten dient de onderneming via een formulier op het webplatform haar aanvraag voor de tegemoetkoming in bij de Administratie.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming ten minste de volgende informatie verstrekken:

- 1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° de NACE-BEL-code voor de activiteit waarvoor de onderneming de financiële tegemoetkoming aanvraagt;

3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;

4° het rekeningnummer van de onderneming.

De onderneming verklaart minstens door middel van de in het tweede lid, 3°, bedoelde verklaring op erewoord dat zij de plafonds zoals bepaald bij de tijdelijke kaderregeling en als bedoeld in artikel 4, lid 1, 4°, niet overschrijdt en dat zij valt onder een activiteit vermeld in één van de NACE-BEL-codes bedoeld in artikel 4, lid 1, 3°.

Het bedrag van de tegemoetkoming wordt door de Administratie overeenkomstig artikel 5 berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegedeeld via de authentieke bronnen of door de onderneming.

De Administratie kan eveneens gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

Art. 7. De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de tegemoetkoming wordt genomen door elk personeelslid van niveau A als bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, dat door de directeur-generaal van de Administratie wordt aangewezen.

Art. 8. Wanneer de tegemoetkomingsaanvraag niet ontvankelijk is, schorst het in artikel A bedoelde personeelslid van niveau de aanvraag en stelt hij de onderneming daarvan in kennis, die haar aanvraag kan aanvullen en indienen voor een nieuw onderzoek naar ontvankelijkheid.

Indien het dossier niet binnen een maand na de datum van kennisgeving van de schorsing wordt aangevuld, of indien de tegemoetkomingsaanvraag opnieuw niet-ontvankelijk wordt verklaard, wordt ze definitief geannuleerd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de tegemoetkoming wordt toegekend.

Art. 9. Overeenkomstig artikel 9 van Verordening (EU) nr. 651/2014 maakt de Administratie binnen twaalf maanden na de datum van toekenning via de IT-tool van de Europese Commissie de in bijlage III bij die verordening vermelde relevante informatie bekend over elke tegemoetkoming van meer dan 100 000 euro die in het kader van dit besluit wordt toegekend.

De Administratie bewaart alle gegevens die nodig zijn om vast te stellen of aan de gestelde voorwaarden is voldaan, gedurende een periode van tien jaar na de toekenning van de tegemoetkoming. De Administratie geeft deze informatie door aan de Europese Commissie als deze daarom verzoekt.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 11. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juli 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21339]

1^{er} JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant le décret du 1^{er} avril 2021 relatif à l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur des associations sans but lucratif qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise de la COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1^{er} avril 2021 relatif à l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur des associations sans but lucratif qui exercent une activité économique dans le cadre de la crise de la COVID-19, articles 4, 5 et 7;

Vu le rapport du 14 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 juin 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juin 2021;

Vu l'avis 69.648/2 du Conseil d'État, donné le 24 juin 2021 en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié pour la dernière fois le 26 janvier 2021;

Considérant le Comité de concertation du 22 janvier 2021;

Considérant que les établissements relevant du secteur HoReCa et les autres établissements de restauration et débits de boissons étaient fermés;

Considérant que les établissements relevant des métiers qui impliquent des contacts trop rapprochés entre les individus étaient fermés;

Considérant que les établissements ou les parties des établissements relevant des secteurs culturel, festif, sportif, récréatif et évènementiel étaient fermés au public;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'éviter une vague de faillites parmi les associations sans but lucratif confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie des associations sans but lucratif concernées, ce qui devrait être évité à tout prix;

Considérant que ces problèmes et effets se font sentir et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide;